

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48
Excusés : 15
Absents : 17

REUNION DU 4 JUILLET 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX**, le **LUNDI QUATRE JUILLET** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT-HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHERIGUENE Abdelouahab, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEUF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme COLLET Marie-Claude, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEYER Karine, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, M. SIBY Oussouf,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. GESELL Quentin, M. RAMADIER Alain, Mme JAOUANI Amel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. CAHENZLI Denis, M. ATTIORI Olivier, M. HAN Bo, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. RAMADIER Alain, Mme YOUSSEUF Mélissa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Géraud, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. Laurent CHANTRELLE

DELIBERATION N°115 – AMENAGEMENT – REINSTITUTION D'UN PERIMETRE D'ETUDE DE PROJET D'AMENAGEMENT PORTANT SURSIS A STATUER SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME DANS LE SECTEUR CENTRE-VILLE A SEVRAN

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 424-1 et R 424-24 ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

Vu le Plan local d'urbanisme de Sevrans approuvé le 15 décembre 2015, et sa modification simplifiée n°1 ;

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 29 juin 2010 portant sur l'instauration du périmètre d'étude sur le secteur Centre-Ville,

Vu la délibération n°81 du conseil de territoire du 29 mai 2017 relative à l'élargissement du périmètre d'étude sur le secteur Centre-Ville,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220704-115-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022

Vu la délibération n°19 du conseil municipal du 30 mai 2017 confirmant la volonté de la ville que l'EPT Terre d'Envol délibère sur l'extension du périmètre d'étude Centre-Ville,

Vu la délibération n°149 du Conseil de territoire du 7 décembre 2020 portant sur la réinstauration du périmètre d'étude sur le secteur Centre-Ville,

Vu le projet de périmètre annexé à la présente délibération,

Considérant le projet de métro automatique « Grand Paris Express », dont deux gares seront construites sur le territoire de Sevrans, en connexion avec le RER B,

Considérant les études d'intermodalités lancées par la commune de Sevrans en partenariat avec la Ville de Livry-Gargan, la Société du Grand Paris et les transporteurs notamment, et qui ont pour objectifs d'optimiser les modalités d'accès à la Gare de Sevrans-Livry et de dimensionner et localiser l'offre en stationnement pour la gare,

Considérant que la ZAC « Sevrans Terre d'Avenir Centre-Ville Montceaux » est un projet d'ampleur et qu'il est donc nécessaire de maîtriser les évolutions du centre-ville sur le périmètre annexé, dans l'attente d'une définition plus précise de ce projet,

Considérant que la ville entend maîtriser l'évolution de son urbanisation pour projeter ses équipements publics, notamment scolaires, au plus proche des besoins des habitants actuels et futurs,

Considérant que la mise en œuvre d'un périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude » permet d'opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'urbanisme, pour une durée maximale de 10 ans, lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement,

Après en avoir délibéré,

- **Abroge** la délibération n°149 du conseil de territoire du 7 décembre 2020.
- **Décide** de réinstaurer le périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude », sur l'ensemble du secteur centre-ville concerné, soit les parcelles cadastrées : Section AK - Numéros 42 à 45, 47 à 55, 62 à 66, 86 et 89 à 94 et Section AL - Numéros 69 à 74, 77 à 81, 282 à 286, 290, 326, 327, 338 à 341, 344 et 345, figurant en rouge sur le plan ci-joint ;
- **Précise** que ce périmètre d'étude est instauré jusqu'au 7 décembre 2030 ;
- **Précise** que ce périmètre d'étude fera l'objet de mesures de publicité, conformément à l'article R 424-24 du code de l'urbanisme, soit un affichage pendant 1 mois au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en Mairie de Sevrans, et une publication dans un journal diffusé dans le département de la Seine-Saint-Denis. La présente délibération sera annexée au PLU de Sevrans par arrêté du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol ;
- **Autorise** le Président à prendre toutes les dispositions et à accomplir toutes les formalités pour l'exécution de la délibération ;
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol ;
- **Précise** que la présente délibération sera transmise au Préfet de Seine-Saint-Denis et au Maire de Sevrans.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA

ANNEXE



Accusé de réception en préfecture
93-200058097-20220704-115-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022